

Tiens, tiens... Confinement des non vaccinés juste après la visite du fils Soros en Autriche !!!!

écrit par Christine Tasin | 17 novembre 2021



Alexander Soros, le digne fils de son père, qui dirige l'Open Society, est allé en Autriche le 10 novembre

Great to see Austrian Chancellor [@a_schallenberg](#) in [#Vienna](#) and discuss the future of [@ceu](#), the importance of preserving the European perspective for the Western Balkans, and efforts to combat antisemitism. 🇺🇸 🇺🇸 [@bkagvat](#) pic.twitter.com/s6cLc7jvHx

– Alexander Soros, PhD (@AlexanderSoros) [November 10, 2021](#)

Le 12 Novembre toute l'Autriche bruissait des projets du gouvernement d'établir un nouvel Apartheid... je 15 Novembre il était établi. Soi-disant pour 10 jours...

Chez nous le fils Soros était à l'Elysée le 15 Novembre...

<https://resistancerepublicaine.com/2021/11/16/enorme-scandale-macron-recoit-le-fils-soros-a-lelysee-pour-recevoir-sa-prochaine-feuille-de-route/>

Qu'est-ce qui va encore nous tomber sur la gueule ?

.

Et en même temps...

L'UE condamne le 15 novembre la politique anti-Soros de la Hongrie !

L'UE condamne le 15 novembre la politique anti-Soros de la Hongrie !

La CJUE a rendu un arrêt le 16 novembre qui condamne Budapest pour sa législation qui fait du soutien aux demandeurs d'asile une infraction pénale. La Hongrie a néanmoins déclaré se réserver le droit de lutter contre des ONG favorisant

l'immigration. Dans un arrêt rendu le 16 novembre, la Cour de Justice de l'Union européenne (CJUE) a estimé que la Hongrie enfreignait le droit européen en criminalisant l'aide apportée aux demandeurs d'asile. Pour Bruxelles, Budapest a procédé à des refoulements arbitraires aux frontières depuis 2018.

En réprimant pénalement toute personne qui fournit une aide à l'introduction d'une demande d'asile, la Hongrie a manqué aux obligations qui lui incombent», écrit le tribunal basé au Luxembourg dans un communiqué. La Commission européenne avait introduit un recours en manquement auprès de la plus haute juridiction de l'UE après l'adoption en 2018 d'une législation – dénommée «Stop Soros» par les autorités de Budapest – faisant du soutien aux demandeurs d'asile une infraction pénale. Son nom se référait à celui du milliardaire américain d'origine hongroise George Soros, bête noire du Premier ministre national-conservateur Viktor Orbán qui l'accuse d'orchestrer par le biais de ses ONG une «immigration de masse» vers l'UE. La loi institue une peine allant jusqu'à un an de prison pour quiconque porte assistance à une personne entrée illégalement en Hongrie depuis un pays n'appartenant pas à l'espace Schengen si la vie de l'intéressé n'est pas immédiatement en danger. Par ailleurs, le même paquet législatif limitait drastiquement la possibilité d'obtenir l'asile dans ce pays membre de l'Union depuis 2004. Pour l'institution judiciaire européenne, Budapest a également violé le droit de l'Union européenne «en rejetant comme irrecevable une demande au motif que le demandeur est arrivé par un Etat dans lequel il n'est pas exposé à des persécutions». L'instance a rejeté les arguments de la Hongrie qui borde une partie de la frontière extérieure de l'espace de libre circulation Schengen. Budapest affirme lutter contre l'immigration illégale, les demandeurs d'asile ayant traversé des pays sûrs, comme la Serbie, dans lesquels ils auraient pu demander une protection. La CJUE appelle la Hongrie à «se conformer à l'arrêt dans les meilleurs délais». Dans un communiqué, le gouvernement hongrois dit «prendre acte» du

jugement. La Hongrie prévoit de prendre d'autres mesures contre les ONG financées par l'étranger «Toutefois, nous nous réservons le droit de prendre des mesures contre les activités des ONG financées par l'étranger, y compris celles qui sont financées par George Soros, qui cherchent à promouvoir la migration [et font pression sur la Commission]», a prévenu le porte-parole du gouvernement Zoltan Kovacs.

Comité hongrois d'Helsinki (HHC), association de défense des droits des réfugiés, s'est félicité de cette décision, tout en ajoutant qu'il ne s'était pas laissé «intimider par la menace». «Depuis que la loi a été adoptée, le HHC a aidé 1 800 demandeurs d'asile. Désormais, nous pouvons à nouveau servir nos clients sans la menace de la prison», a déclaré à l'AFP la coprésidente du HHC, Marta Pardavi, espérant que le gouvernement «ne sabotera pas l'application» de l'arrêt. Cette décision est la dernière en date d'une série d'arrêts contre le non respect par la Hongrie des directives européennes en matière de droit d'asile. Après s'être généralement conformé aux décisions, le pays a contesté récemment la primauté du droit européen et s'est lancé dans un bras de fer juridique avec Bruxelles. En effet, la Cour constitutionnelle de Budapest examine actuellement un autre arrêt de la CJUE sur l'asile, rendu en décembre 2020, pour savoir s'il est conforme au droit national, ce qui a poussé la Commission européenne à lancer une procédure pour «non-respect». La Hongrie encourt des sanctions financières.

En savoir plus sur RT France :
<https://francais.rt.com/international/92703-immigration-hongrie-nouveau-condamnee-par-hongrie-loi-stop-soros>

Pour en savoir plus sur les multiples facettes du fils Soros...

Alexander Soros semble être actuellement le plus impliqué – en tous cas le plus visible – des héritiers de l'empire financier et métapolitique fondé par George Soros. Alexander Soros est

aujourd'hui vice-président de **l'Open Society** et fut l'un des **Young Global Leaders** de 2018 du Forum économique mondial fondé par Klaus Schwab. Il est aussi le président fondateur de **Bend the Arc Jewish Action**^[1], l'un des principaux lobbys chargés de ramener la communauté juive américaine à gauche ; association qui fut aussi très impliquée dans le **soutien au mouvement Black Lives Matter**^[2]. Par ailleurs, Alexander Soros siège au sein du conseil d'administration de l'un des principaux organes d'influence des réseaux Soros en Europe orientale : l'Université d'Europe centrale^[3] fondée par son père George Soros. Il fait aussi partie du bureau de **Global Witness**, une ONG qui mêle écologie et lutte contre la corruption politique^[4] (deux domaines privilégiés de l'ingérence humanitaire) et de **Libraries Without Borders**, une autre ONG qui a par exemple mis en place des partenariats avec l'État français autour de questions aussi vitales et urgentes que l'accès des « **publics migrants aux bibliothèques** ». ^[5]Alexander Soros est surtout l'un des administrateurs de l'**International Crisis Group** aux côtés de personnalités influentes de la gouvernance euro-globaliste comme Federica Mogherini, ancienne Ministre italienne des Affaires étrangères et ancienne Vice-présidente de la Commission européenne. L'International Crisis Group^[6] est un influent organisme de veille géostratégique qui produit des rapports sur les zones de conflit dans le monde ; publications qui permettent de documenter et de lancer de puissantes campagnes de lobbying et d'ingérence géopolitique.

[1] <https://www.bendthearc.us/>

[2] *600 Jewish Organizations Say Unequivocally: Black Lives Matter*
<https://www.jewishstudioproject.org/news/600-jewish-organizations-say-unequivocally-black-lives-matter>

[3] Alexander Soros —

<https://www.weforum.org/people/alexander-soros>

[4] <https://www.globalwitness.org/en/about-us/>

[5] COMMENT MIEUX ACCUEILLIR LES PUBLICS MIGRANTS DANS LES BIBLIOTHÈQUES ?

« Grâce au soutien du ministère de la Culture et de la Fondation Valentin Ribet, Bibliothèques Sans Frontières forme et accompagne les bibliothécaires volontaires pour répondre de manière efficace aux besoins de ces publics. »

<https://www.bibliosansfrontieres.org/2021/02/05/comment-mieux-accueillir-les-publics-migrants-dans-les-bibliotheques/>

[6] « L'ICG, qui se veut indépendant, est financé à 50 % par des fondations (comme celle de Bill et Melinda Gates, l'Open Society Institute de George Soros, le United States Institute of Peace, ou la Ford Foundation) et à 40 % par des gouvernements (surtout les grands pays occidentaux, mais aussi la Turquie et Taïwan). Les 10 % restants viennent de donateurs particuliers. (...) Son conseil d'administration ressemble à un « Who's Who ? » des relations internationales : y figurent, entre autres, Louise Arbour, l'ancien procureur général du Tribunal pénal pour l'ex-Yougoslavie ; Zbigniew Brzezinski (1928-2017), ex-conseiller de Kennedy et de Carter ; Cheryl Carolus, ex-secrétaire général de l'ANC ; Wesley Clark, ancien commandant de l'OTAN ; Ellen Johnson Sirleaf (candidat malheureuse à la présidentielle libérienne de juillet 1997), auparavant directrice du bureau Afrique du PNUD ; **Christine Ockrent**, journaliste et épouse de Bernard Kouchner ; Mohamed Sahnoun, conseiller spécial de Kofi Annan pour l'Afrique ; Salim Ahmed Salim, ex-secrétaire général de l'OUA ; George Soros, l'un des hommes les plus riches de la planète... Grâce à ce réseau influent, l'ICG a su faire des 317 rapports qu'il a publiés à ce jour (dont 74 sur l'Afrique) des documents de référence sur les zones de guerre. » – International Crisis Group : une organisation influente, 05 janvier 2004, Élise Colette

<https://www.jeuneafrique.com/130153/archives-thematique/intern>

[ational-crisis-group-une-organisation-influente/](#)